



**Souscription de polices d'assurance construction
Dommages ouvrage / CCRD et Tous Risques Chantier dans
le cadre du projet SIREAUCO**

**Cahier des Charges Administratives Particulières
(CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ –	3
1.1 DISPOSITIONS GENERALES	3
1.2 DUREE DU MARCHÉ	4
1.3 TRANCHES ET LOTS	4
1.4 DISPOSITIONS GENERALES	4
1.5 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	5
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
2.1 - PIECES PARTICULIERES, PAR ORDRE DE PREVALENCE :	5
2.2 - PIECES GENERALES :	5
ARTICLE 3 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIMES - RÈGLEMENT DES COMPTES	5
3.1 - REPARTITION DES PAIEMENTS	6
3.2 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIMES	6
3.3 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES – INTERETS MORATOIRES	7
3.4 VARIATION DANS LES PRIX	8
ARTICLE 4 - CLAUSES DE SÛRETÉ ET DE FINANCEMENT	8
4.1 CAUTION	8
4.2 NANTISSEMENT	8
ARTICLE 5 - PÉNALITÉS	8
ARTICLE 6 - CONTESTATIONS	8
6.1 Mise en demeure	8
6.2 ARBITRAGE	8
6.3 TRIBUNAL COMPETENT	9
ARTICLE 7 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	9

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE –

1.1 DISPOSITIONS GENERALES

Le projet SIREAUCO de Pessac

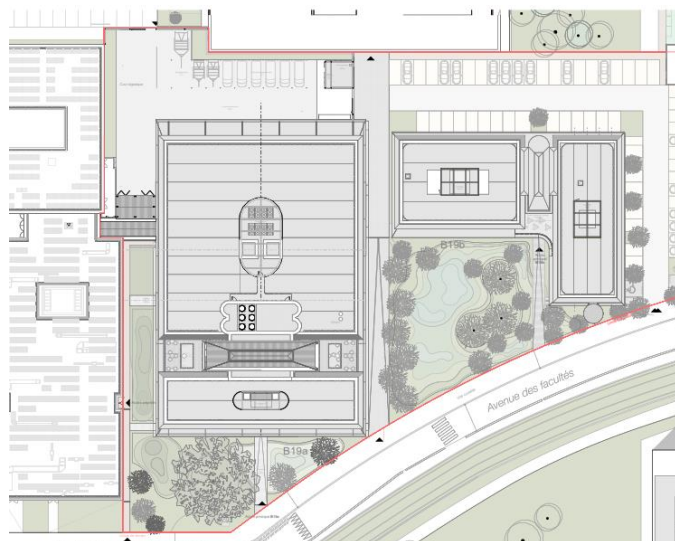
Le projet SIREAUCO prend corps dans deux sites de recherche à savoir Arcachon et Pessac, est de poursuivre l'effort de structuration de l'université de Bordeaux dans le domaine des sciences environnementales. SIREAUCO permettra de rassembler l'ensemble du potentiel de recherche de l'université de Bordeaux consacré à l'étude des environnements aquatiques, continentaux et marins. Il permettra de disposer d'infrastructures du plus haut niveau dans les domaines disciplinaires concernés, ce qui est indispensable pour maintenir sur le moyen-long terme une recherche performante dans chacun d'entre eux et pour répondre aux enjeux sociétaux des décennies à venir. Ce rassemblement interviendra au sein de l'Unité Mixte de Recherche « Environnements et Paléoenvironnements Océaniques et Continentaux » (UMR 5805).

A Pessac, l'Université Bordeaux a prévu d'installation le pôle de recherche après démolition du B18 ancien et d'envisager une construction neuve en lieu et place. Le projet est localisé sur le domaine universitaire au plus près du bâtiment B18 nouveau de l'OASU 3 et de la plateforme multi-technique B17, sur le campus de Talence, pour renforcer la synergie avec les équipes scientifiques y étant hébergées. L'objectif principal de ce projet est la relocalisation des équipes de chimie de l'environnement et de physique du littoral d'EPOC.



Ce bâtiment principal neuf, d'une surface de de quasi 6000 m² est dénommé B19a. Ce bâtiment est connecté au bâtiment B18N (B18, U.F.R. des Sciences de la Terre et de la Mer) par une galerie aérienne.

Le projet intègre également le bâtiment neuf dénommé B19b pour l'INSPE ((Institut national supérieur du professorat et de l'éducation) d'une surface d'environ 3500m².



L'assiette du projet s'élève à 35M€ TTC.

Durée prévisionnelle des travaux : 21 mois

1.2 Durée du marché

La couverture des assurances des garanties DO / CCRD seront effectives à compter de la date de réception des travaux par le maître d'ouvrage et s'achèvera 10 ans après ladite date de réception des travaux en application de l'article 1792-4-1 du Code Civil.

La couverture des assurances des garanties TRC sont conclues pour la durée du chantier jusqu'à réception de l'ouvrage à compter de la notification du lot concerné.

1.3 Tranches et lots

1.3.1 – Lots

Le marché est composé de 2 lots :

- **Lot 1 : Dommages Ouvrage et CCRD dans le cadre de l'opération SIREAUCO**
- **Lot 2 : TRC dans le cadre de l'opération SIREAUCO**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne retenir qu'une partie des lots et/ou des garanties et/ou des options objets de la présente consultation et/ou de ne pas donner suite à quel que lot que ce soit.

Toute proposition incomplète dans un même lot ne pourra être prise en compte. Chaque lot sera traité séparément.

1.4 Dispositions générales

1.4.1 - Obligation d'information

Le titulaire est tenu d'informer le Pouvoir adjudicateur de tout événement qui pourrait modifier de façon notoire les clauses du marché ou la bonne exécution de la mission : modification importante du fonctionnement de l'entreprise (statuts, raison sociale, etc.).

1.4.2 - Conclusion du marché

L'assureur dispose d'un délai de 60 jours à compter de la date de réception de la lettre de notification (le récépissé d'accusé de réception faisant foi) pour remettre le contrat définitif, en 2 exemplaires papier et un exemplaire électronique, conforme au cahier des charges et à son acte d'engagement.

1.5 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en prévoyant des conditions d'exécution des prestations à caractère environnemental.

Ainsi, le titulaire doit être force de proposition pour améliorer la performance environnementale des prestations mobilisées. Durant l'exécution des prestations, il s'assure du respect de ces obligations environnementales, sur demande de l'administration, il fournira les éléments de preuve associés sur demande de l'administration.

Il est attendu que le titulaire :

- Favorise le travail en distanciel sauf contrainte exceptionnelle imposée par l'Université, et en cas de nécessité, favorise les déplacements en transport vert (vélo, à pieds ...) ou transport en commun (exception faite pour les déplacements en avion qui doivent être proscrits).
- En cas de nécessité de fourniture de supports papier dans le cadre de l'exécution des prestations, les supports papier seront obligatoirement écoresponsables... papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2.1 - Pièces particulières, par ordre de prévalence :

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après :

- L'**A**cte d'**E**ngagement du lot concerné accompagné des fiches de tarifications, les Réserves au C.C.T.P. doivent être clairement indiquées sur l'Acte d'Engagement ou annexées au document.
- Le **C**ahier des **C**lauses **A**dmministratives **P**articulières commun à tous les lots,
- Les **C**ahiers des **C**lauses **T**echniques **P**articulières du lot concerné,
- Sous dossier technique de chaque lot
- Le mémoire de gestion pour les précisions qu'il apporte non contraires aux documents qui précèdent
- Les Contrats, Conditions Générales et/ou Conventions Spéciales du candidat qui doivent compléter les documents ci-dessus et ne pas leur être contraires.

2.2 - Pièces générales :

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G – F.C.S.) approuvé par Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services
- Le code de la commande publique.

ARTICLE 3 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIMES -

RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement de chaque lot indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entreprise, à ses sous-traitants et à ses cotraitants.

3.2 - Modalités de détermination des primes

Les primes sont réputées comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Etablissement de la note de couverture :

L'Assureur retenu devra produire à réception de la notification de son marché :

- Une note de couverture confirmant son engagement sur la base du Cahier des Clauses Techniques Particulières. A défaut l'acte d'engagement vaut note de couverture et reste valable jusqu'à la signature du contrat.
- Dans les deux mois suivant son entrée en vigueur, le contrat définitif en 2 exemplaires papiers et un exemplaire électronique. A défaut de production du contrat dans le délai des trois mois, la note de couverture conservera ses effets.

Emission des cotisations :

Les Assureurs devront préciser les modalités de calcul des cotisations. En cas d'émission d'une quittance provisionnelle, ils devront préciser la base sur laquelle est établie cette quittance.

Seuil d'aggravation de risque

En application de l'article 113-2 du code des assurances, une modification (augmentation ou réduction) du montant de l'opération ou un allongement des délais ne pourra être considéré comme une aggravation du risque qu'à compter du dépassement d'un seuil de 25%. Toute clause contractuelle des assureurs allant à l'encontre de cette disposition – notamment par un seuil inférieur à 25% -sera réputée non écrite.

Le seuil de 25% est en revanche un minimum que le titulaire a librement pu améliorer lors de la remise de son offre.

- **Assurance « DOMMAGES OUVRAGE » et CCRD**

La prime : La prime est fixée par application d'un taux H.T. sur l'assiette de prime, auxquels s'ajoutent les frais et taxes en vigueur.

L'assiette de prime: L'assiette de prime est constituée des éléments indiqués en article 1.1 du CCTP.

Règlement de la prime : L'Etablissement procédera au règlement de la prime présentée par virement administratif avec un mandatement à 30 jours MAXIMUM à compter de la date de réception des relevés de quittances.

Echéancier : La prime provisionnelle sera appelée en totalité 2 mois à compter de la date de notification du marché. La prime de régularisation sera appelée lors de la mise à disposition de l'avenant fixant le coût définitif des travaux. Pour permettre le calcul définitif de la prime de régularisation, l'Etablissement fournira à l'Assureur les pièces justificatives suivantes :

- La déclaration de fin de travaux avec le montant définitif des travaux,
- Le rapport final du contrôleur technique,
- Les procès-verbaux de réception et éventuellement les certificats de levées des réserves.

- **Assurance « TOUS RISQUES CHANTIER -.»**

La prime provisionnelle :

La prime provisionnelle sera calculée par application du taux sur le montant total estimé du coût de l'ouvrage neuf toutes taxes comprises (y compris honoraires et travaux supplémentaires). Elle sera

présentée au mandataire de la personne publique avec le contrat régulier dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date de prise d'effet des garanties.

La prime définitive :

La prime définitive sera calculée à la fin des travaux par application du taux fixé à l'acte d'engagement au coût total de la construction. Le Pouvoir adjudicateur communiquera à l'Assureur dans un délai de 3 mois après l'arrêt définitif des comptes et, au plus tard, 3 mois après la réception

Si le montant de cotisation ainsi obtenue excède la cotisation provisionnelle, Le Pouvoir adjudicateur réglera une prime de régularisation égale à la différence entre la cotisation réellement due et la cotisation provisionnelle déjà versée. La prime définitive sera appelée lors de la mise à disposition de l'avenant fixant le coût définitif des travaux. Le Pouvoir adjudicateur procédera au règlement des primes par virement bancaire à l'ordre de l'Assureur 30 jours à compter de la réception des relevés de quittances.

3.3 Modalités de règlement des comptes – Intérêts moratoires

Le mode de règlement est le virement administratif.

Le titulaire du marché émettra la quittance de prime à compter de la date de signature du marché, en deux exemplaires où devra figurer le numéro de compte bancaire à créditer indiqué dans l'acte d'engagement.

Application de la T.V.A.

Les montants des décomptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur, dans les conditions édictées par la réglementation.

Modalités de facturation

Les factures dématérialisées respecteront les normes réglementaires et notamment l'article 289 du code général des impôts. Seront en particulier garanties : l'authenticité de leur origine, l'intégrité de leur contenu, leur lisibilité et leur pérennité durant le délai légal de conservation.

De plus, une même facture ne devra concerner qu'un seul et même numéro de compte d'une composante de l'université.

Si le titulaire n'est pas un ressortissant national, le montant total du bon de commande est facturé hors taxes, tout en indiquant, pour un ressortissant communautaire, le numéro de TVA intracommunautaire de l'université (FR 23 130 018 351).

Dans le cadre de la **modernisation de l'action publique** et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une **solution** informatique **gratuite et sécurisée, Chorus Pro**, est mise à votre disposition afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée.

L'utilisation de ce portail est **obligatoire** pour toutes les factures adressées à une personne publique, et ce pour tout type d'entreprise.

Pour ce faire, après avoir enregistré votre société sur le portail Chorus Pro, vos factures dématérialisées devront être adressées à l'université de Bordeaux et devront comporter obligatoirement les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera l'université de Bordeaux en tant que destinataire de la facture : **13001835100010**.
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur l'engagement juridique transmis pour acter votre prestation.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R2392-10 et suivants du code de la commande publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la quittance de prime par les services du Pouvoir adjudicateur.

En cas d'erreur sur la quittance de prime ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée à l'Assureur ou à son intermédiaire. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la quittance de prime correctement établie et des pièces manquantes.

Dans le cas de marchés conclus avec des entrepreneurs groupés avec mandataire, les prestations exécutées peuvent faire l'objet, au choix du groupement, d'un paiement à un compte unique ouvert, soit au nom du mandataire, soit au nom du groupement.

Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Ce taux est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

3.4 Variation dans les prix

Les prix sont fermes (non révisables).

ARTICLE 4 - CLAUSES DE SÛRETÉ ET DE FINANCEMENT

4.1 Caution

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement pour l'exécution du présent marché.

4.2 Nantissement

Les nantissements ne sont pas autorisés.

ARTICLE 5 - PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS :

- aucune procédure contradictoire ne sera mise en œuvre,
- le montant des pénalités ne sera pas limité ,
- aucune exonération ne s'appliquera.

En cas, de défaillance au regard des modalités de gestion prévues dans le mémoire méthodologique du titulaire, ce dernier se verra imputer une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 € par défaillance.

ARTICLE 6 - CONTESTATIONS

6.1 MISE EN DEMEURE

Lorsque l'une des parties ne se conforme pas aux conditions du marché, l'autre partie la met en demeure d'y satisfaire dans un délai de 15 jours.

6.2 Arbitrage

Pour le règlement des contestations qui peuvent s'élever à l'occasion de l'exécution ou du règlement du marché, les parties s'efforcent de trouver une entente amiable.

A défaut, les parties doivent se consulter pour soumettre leur différent à un arbitrage ou pour refuser l'arbitrage.

6.3 Tribunal compétent

Les litiges qui n'auraient pu être réglés par arbitrage sont portés devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

ARTICLE 7 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

L'article 2.1 du CCAP déroge aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG FCS.

L'article 5 du CCAP déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS.